

L'économie marocaine résiliente, mais pas assez inclusive

L'économie nationale devrait adopter un profil bas cette année, mais maintiendrait le cap de la croissance et de la résilience. C'est le verdict de la Banque africaine de développement qui présente, aujourd'hui, à Addis Abeba son rapport sur les perspectives économiques en Afrique. L'institution, qui livre un diagnostic global de l'économie marocaine, table sur une croissance du PIB de 2,9% en 2019 et s'attend à un rebond à 4% à partir de 2020.

Nouvelle prévision pour l'économie nationale. Celle-ci émane de la Banque africaine de développement (BAD) qui doit présenter, ce vendredi, l'édition 2019 du rapport «Perspectives économiques en Afrique», en marge de la 32^e session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, à Addis Abeba en Éthiopie.

L'institution de financement du développement en Afrique a opté pour la prudence, en s'alignant sur la prévision la plus modérée avancée jusqu'ici pour la croissance économique marocaine en 2019. Il s'agit du taux de 2,9%, prévu par le Haut Commissariat au Plan, mais aussi la Banque mondiale. Soit moins que les pronostics de Bank Al-Maghrib (3,1%), du Fonds monétaire international et du gouvernement (3,2%) et encore plus loin des prévisions du Centre marocain de conjoncture (3,6%) et de l'Organisation des Nations unies (3,8%).

Les experts de la BAD attribuent le ralentissement projeté en 2019 au «léger recul de la valeur ajoutée du secteur primaire» et continuent à accréditer l'économie du Royaume de bonnes perspectives. En effet, malgré ce tassement de la croissance du PIB attendu cette année, «les perspectives économiques à moyen terme sont favorables», indiquent-ils. La BAD table ainsi sur un rebond à 4% à partir de 2020.

Ce qui permettrait à l'économie nationale de rester résiliente. La Banque juge, en effet, que «l'économie marocaine demeure résiliente», vu son comportement ces dernières années. La croissance du PIB réel reste positive, mais connaît une décélération, pour s'établir à 3,1% en 2018 contre 4,1% en 2017 en lien avec une pluviométrie moins abondante l'année dernière. Par ailleurs, le déficit budgétaire, estimé à 3,9% en 2018 contre 3,7% en 2017 devrait baisser graduellement, «sous l'effet de la consolidation budgétaire et des réformes fiscales, la rationalisation des dépenses publiques, et une mobilisation accrue des recettes».

Pour donner une vue globale sur l'économie marocaine, les auteurs du rapport l'ont soumis à un check-up pour déterminer ses forces et faiblesses. Il en ressort notamment que l'introduction en 2018, par Bank Al-Maghrib, du régime de taux de change flottant contrôlé dans une plage $\pm 2,5\%$, contre $\pm 0,3\%$ auparavant, «a été perçue comme un signe positif par les investisseurs et une étape importante vers une grande flexibilité du régime de change». Lors des 8 premiers mois de 2018, le cours du dirham s'est apprécié de 1,9% contre l'euro et s'est déprécié de 0,9% face au dollar américain, indique le rapport qui conclut que, dans ce contexte, «l'endettement du Maroc reste soutenable et devrait diminuer à moyen terme». Les économistes de la BAD notent, en outre, que le Royaume a réalisé «des performances économiques remarquables» au cours de la dernière décennie. Il s'agit notamment du stock d'infrastructures structurantes qui s'est accru grâce à un taux d'investissement porté en moyenne à 34% sur la décennie 2008-2018, contre 29,8% en 2007, «améliorant l'attrait du pays pour les investissements directs étrangers». Toutefois, et c'est la moitié vide du verre, «la croissance n'a pas été suffisamment inclusive», ce qui ne permet pas au Maroc d'ac-



céder au stade de pays émergent, nuance l'institution, donnant illustrations à ce diagnostic. Ainsi, note-t-elle, dans l'agriculture, principale source de revenus en zone rurale, «les gains de productivité sont encore faibles malgré le Plan Maroc vert destiné à promouvoir l'agriculture et à alimenter l'industrie». La gravité des contraintes hydriques affecte la production et accroît la volatilité des revenus agricoles, ce qui conduit à l'exode rural, souligne la BAD qui avance des pistes pour y remédier. «L'agriculture, qui contribue de manière substantielle à la lutte contre la pauvreté rurale, doit être plus intelligente, se recentrer sur des activités à faible empreinte carbone et utilisatrices de technologies et d'innovations. Ceci s'impose notamment à cause de la contrainte posée par la question de l'eau», estime-t-elle. Autre recommandation, la mise en adéquation des politiques de développement du capital humain avec les besoins des différents secteurs productifs. Cette nécessité a été présen-

tée comme une condition sine qua non pour le succès du Plan d'accélération industrielle, qui devrait déboucher sur une extension de l'agro-industrie et des services, et stimuler le transfert de technologies et la création d'emplois.

Les remarques des experts de la BAD portent également sur l'environnement des affaires, dont l'amélioration doit être poursuivie «pour créer des opportunités réelles de promotion du secteur privé». Le document concède toutefois que les autorités parviennent à créer «des enclaves d'excellence à travers le pays avec des zones économiques spéciales».

Ils insistent aussi sur une dépense publique plus efficace et efficiente pour «créer l'espace budgétaire nécessaire au financement des politiques sociales et d'aménagement du territoire, et de rendre la croissance plus inclusive». Le rapport relève, enfin, que l'ouverture vers l'Afrique subsaharienne offre de nouvelles opportunités aux entreprises marocaines. ■